

Déclaration commune au CTREA du 14 novembre 2022



Le SNETAP-FSU, SUD RURAL TERRITOIRES et la CGT AGRI boycottent le CTREA (Comité Technique Régional de l'enseignement agricole) des Hauts de France de ce jour.

Quel intérêt de siéger en CTREA?

Les instances de l'enseignement agricole des Hauts de France se tiennent par obligation mais elles sont des coquilles vides avec de moins en moins de prérogatives.

L'ordre du jour démontre l'absence de pilotage stratégique et d'ambition pour l'Enseignement Agricole Public des Hauts-de-France car une seule ouverture d'une section européenne est proposée pour un établissement.

Et ceci sans fiche de motivation, nécessaire pour effectuer une analyse pertinente, malgré nos multiples réclamations pour les propositions d'ouvertures/fermetures.

La multiplication des instances locales et régionales sur les mois de novembre et décembre rend le travail de représentation très difficile.

Nous déplorons :

- ✓ Un dialogue inexistant et des avis jamais suivis ;
- ✓ L'absence de communication de Dotation Globale Horaire détaillée pour tous les établissements;
- ✓ Les promesses non tenues sur les établissements de Crézancy et Douai;
- ✓ Les annonces dans la presse quotidienne régionale fruit des échanges entre la DRAAF et le Conseil Régional aux quels nous ne sommes jamais associés;
- ✓ Ces griefs viennent s'ajouter au chaos national des réformes à marche forcée (voie professionnelle, BTSA, semestrialisation,...) et ne nous encouragent donc pas à participer au CTREA.

De plus, la DRAAF-SRFD ne tient jamais compte des avis émis dans cette instance quand ils ne vont pas dans son sens et quels que soient les arguments opposés les choix sont déjà faits.

Force est de constater que nos demandes sont restées jusqu'ici lettre morte.

Nous constatons un manque d'anticipation de l'organisation générale et de la politique éducative dans les établissements, qui génère un dysfonctionnement notoire des services,

un non-respect généralisé du statut des enseignants. Nous nous éloignons des vœux du ministre qui dit accorder une importance majeure au dialogue social. Cette impréparation engendre également une dégradation du climat social dans les établissements et d'un sentiment naissant de défiance du personnel vis à vis de l'autorité académique.

Dans les centres constitutifs des CFPPA/UFA, la situation est tout aussi tendue avec les conditions de travail qui se détériorent et des propositions de Protocole de gestion des personnels dégradées.

Nous ne pouvons participer à des parodies de dialogue social au risque de donner l'impression de les approuver.

Pour toutes ces raisons, nous décidons en intersyndicale de ne pas siéger à cette instance car elle n'est pas à la hauteur de nos sujets de préoccupation et réclamons davantage de considération envers l'exercice de notre représentativité des personnels.

Les représentants des personnels élus au CTREA
SNETAP – FSU, CGT AGRI et SUD RURAL TERRITOIRES